Le 08 NOVEMBRE pour obtenir des résultats, poursuivons la mobilisation!



Rassemblements:

e Bourges 11h30 Pont d'Auron
e Vierzon 11h00 sous Préfecture
e St Amand 11h30 sous Préfecture

120000 salariés ont fait grève et manifesté le 4 octobre dernier pour exprimer leurs préoccupations et leurs attentes sur les salaires, l'emploi, le respect de leurs droits et de leur dignité, l'avenir des services publics. Cette mobilisation confirme et prolonge l'état d'esprit revendicatif offensif qui s'est manifesté tout au long de l'année.

Les organisations syndicales qui ont appelé à cette action unitaire se sont félicité d'une mobilisation plus forte que celle du 10 mars et ont souligné que "le nombre important des manifestations du 4 octobre, leur ampleur et le soutien de l'opinion publique traduisent bien le mécontentement croissant des salariés du privé et du public". Elles ont estimé que "le gouvernement et le patronat doivent maintenant prendre leurs responsabilités en mesurant les attentes ainsi exprimées".

Mais dans les négociations nationales en cours (emploi des séniors, pénibilité du travail), comme dans les entreprises, le comportement du patronat reste profondément hostile à toute prise en compte des revendications des salariés. Quant au gouvernement, sa réponse consiste à organiser des rencontres entre le Premier Ministre et les confédérations syndicales, dans la première quinzaine de novembre.

La Cgt estime que la mobilisation des salariés doit se poursuivre. La force des revendications, c'est de porter à la fois des perspectives économiques et des exigences de justice et de progrès social. Les politiques de remise en cause des droits acquis, de privatisation, de cadeaux fiscaux aux détenteurs de capitaux financiers ne font au contraire qu'aggraver la crise.

Au lendemain de l'ouverture des négociations avec le patronat sur l'indemnisation du chômage, en pleine période de rencontres entre le Premier

ministre et les syndicats, l'Union Départementale Cgt du Cher appelle à faire du 08 novembre, une journée d'actions coordonnées, par des initiatives dans les entreprises ou les services, à l'appel des syndicats ; par des rassemblements devant la préfecture et les sous Préfectures,

Ces actions doivent créer les conditions pour que voient le jour de nouvelles mobilisations unitaires poursuivant avec persévérance les revendications sur les salaires, l'emploi, le respect des droits et les Services publics.

Les salaires, ça doit aller mieux!

Les profits des grands groupes poursuivent leur croissance. La Bourse s'envole de nouveau depuis un an. En France, la productivité du travail est l'une des plus fortes d'Europe. Les salariés doivent en obtenir de véritables retours.

Il faut donner une réelle efficacité aux négociations annuelles obligatoires dans les entreprises.

Le patronat doit accepter d'ouvrir des négociations sur les salaires et la reconnaissance des qualifications dans les branches professionnelles.

Le gouvernement doit réellement négocier l'évolution des salaires dans la Fonction publique et adopter un cadre politique incitant les entreprises à revaloriser les salaires.

L'emploi, ça doit aller mieux!

Selon un récent rapport officiel, aux 2,5 millions de demandeurs d'emploi officiels s'ajoutent 1,2 millions de salariés à temps partiel qui voudraient travailler à temps plein. Pourtant, le Medef et les Ministres fustigent les 35 heures et reprochent à la France de ne pas travailler assez ! Ce n'est pas en exonérant les entreprises de leurs cotisations sociales, ni en leur permettant de

licencier encore plus facilement qu'on diminue le chômage et le sous-emploi.

Il faut que les entreprises consacrent leurs profits beaucoup plus aux investissements créateurs d'emploi qu'aux OPA et à la rémunération des actionnaires.

Le respect des droits et de la dignité, ça doit aller mieux!

Les licenciements boursiers, c'est l'irrespect des salariés qui se sont investis dans leur entreprise. L'abus des contrats précaires, c'est l'irrespect de celles et ceux qui veulent travailler pour construire leur vie. Le management exclusivement financier, c'est l'irrespect du travail et des efforts accomplis. La répression de l'engagement syndical, c'est l'irrespect de la citoyenneté.

Pour le respect des droits et le droit au respect, il faut conquérir un nouveau statut du travail salarié et une véritable sécurité sociale professionnelle.

La place des services publics, ça doit aller mieux !

Le Medef et le Gouvernement n'y voient qu'un objet de privatisation et de source de profits boursiers. En France comme en Europe, la société a besoin de solidarité, l'économie a besoin de répondre à l'intérêt général. Les Services publics doivent jouer un rôle moteur pour développer une politique industrielle, créatrice d'emplois et de salaires.

Les privatisations doivent cesser. C'est de développement dont les services publics ont besoin.

Les salariés ont besoin de plus de force pour faire entendre leurs revendications et respecter leur dignité.

Pour cela, il faut en France un syndicalisme fort. Et un syndicalisme fort passe par une Cgt beaucoup plus nombreuse en syndiqués.

Pour cela, il faut une démarche syndicale unitaire. Parce que la Cgt agit pour un syndicalisme rassemblé, il faut une Cgt beaucoup plus nombreuse en syndiqués.

Pour cela, il faut que les salariés puissent s'exprimer comme des citoyens à l'entreprise. Pour que la démocratie sociale avance, il faut une Cgt beaucoup plus nombreuse en syndiqués.

Beaucoup plus nombreuse dans le secteur privé et dans le public

Beaucoup plus nombreuse dans l'industrie, le commerce, les services...

Beaucoup plus nombreuse dans les petites et les grandes entreprises

Beaucoup plus nombreuse parmi les

ouvriers, les employés, les techniciens, les ingénieurs et cadres...

L'Union Départementale CGT du Cher appelle les salariés du département à participer aux initiatives du 08 novembre à, Bourges, Vierzon et St Amand.

Cette journée d'action sera l'occasion de donner un prolongement à la journée du 04 octobre dernier et d'exiger du Patronat et du Gouvernement que de véritables négociations s'ouvrent sur :

- e Les Salaires
- e L'Emploi
- e De Nouveaux droits pour les salariés
- e L'avenir des Services Publics

Cette journée sera également l'occasion de dire son opposition aux privatisations en cours et à venir (Autoroutes, SNCM, EDF,...)

Les salariés d'EDF-GDF en grève ce jour là, se joindront à ces initiatives.

e Bourges 11h30

Pont d'Auron.

e Vierzon 11h00

Sous Préfecture.

e **St Amand 11h30** Sous Préfecture.